Jean-Marie Michel et Isabelle Palanchon introduisent « LES CEMÉA ET L'INTERNATIONAL : L'origine des activités internationales »

Les éducateurs et les éducatrices des Ceméa ont toujours été en contact avec des éducateurs et éducatrices d'autres pays. En effet, les références théoriques internationales mais aussi les échanges de pratiques à travers des rencontres du monde entier sont une spécificité des mouvements d'Education Nouvelle.

C'est pourquoi, la diffusion des idées et des pratiques d'éducation nouvelle des Ceméa français, au-delà des frontières hexagonales, apparait très vite comme un objectif incontournable pour les responsables nationaux, dès la fin des années 40. L'accueil en France, dans des stages des Ceméa, d'étudiants, européens et d'Afrique de l'Ouest, arrivés par les méthodes d'éducation active et convaincus de la portée universelle des idées des Ceméa et donc de l'intérêt de les développer dans leur propre milieu, entraine des demandes d'interventions dans certains pays et des initiatives de création d'associations autonomes en Europe, soutenues et accompagnées par les responsables des Ceméa français. Ainsi, on assiste en quelques années à la création d'associations des Ceméa de Belgique puis au 1er stage en Suisse, en Italie, en Allemagne, en Autriche, suivi de la création de l'association suisse.

Durant cette période, la vivacité et le dynamisme des échanges amènent à une coordination transnationale. En novembre 1950 se tient une première réunion d'un Comité international des Ceméa réunissant belges, français, suisses et italiens. Les Ceméa France assurent cette coordination et le Comité international donnera le jour en 1954 à la Fédération internationale des Ceméa dont la création se concrétisera par une déclaration officielle aux autorités françaises avec l'apparition d'un premier président (Roger Gal). L'activité de la Fédération est très limitée à quelques rencontres peu formalisées entre les responsables, elle se développe dans une grande proximité et porosité avec l'activité des Ceméa France.

L'intérêt des idées défendues par les Ceméa gagne de plus en plus d'acteurs, particulièrement en Afrique. Les Ceméa français répondent aux sollicitations des Etats, le plus souvent africains, pour collaborer à la formation d'éducateurs, de cadres de l'enseignement et de cadres de l'éducation extra-scolaire. L'activité des Ceméa France se développe dans une proximité avec les ministères La dynamique de cette période est à resituer dans le contexte de la politique de l'Etat français et de la colonisation/décolonisation. Ainsi, on observe, dans cette période, les effets concrets de l'engagement des Ceméa français dans l'activité internationale.

Début de structuration institutionnelle

A partir de 1960, on entre dans la période de décolonisation : les colonies françaises prennent petit à petit leur indépendance et deviennent des Etats. C'est, pour les Ceméa, la naissance de toutes les associations d'Afrique et de Madagascar. C'est une étape

importante car il y a nécessité de repenser la manière de travailler avec les jeunes Etats ainsi créés et avec ces nouvelles associations.

Les Ceméa décident alors de la création d'un Bureau des relations avec l'Afrique et Madagascar, qui s'installe à Orléans, un Bureau des actions internationales assurant par ailleurs les relations avec les autres pays.

En 1963, il existe un ensemble d'associations nationales dont l'adhésion aux principes de l'éducation active constitue le lien essentiel mais il n'y a pas de relations formelles entre elles. Leurs responsables de retrouvent à l'occasion des grandes manifestations de l'association française. C'est alors la création d'une Assemblée générale de la FICEMEA qui semble marquer le véritable démarrage de la vie de la Fédération, avec comme président Henri Laborde, alors délégué général des Ceméa français.

Histoire de la Fédération Internationale des Ceméa (FICEMEA):

En 1964, la FICEMEA est admise par l'UNESCO comme ONG de catégorie C (information mutuelle). L'activité internationale des Ceméa commence à être reconnue et à s'amplifier : création de l'association allemande, 1er stage en Angleterre en 1965, réalisation d'un premier stage d'animateurs scientifiques UNESCO au Mali en 1966, création des Ceméa au Dahomey en 1967.

En 1970, il est décidé l'organisation d'un Colloque de la FICEMEA à Paris sur le thème « La jeunesse face aux loisirs ».

Le développement des activités du Bureau des relations internationales conduit les Ceméa français à transformer celui-ci, en 1970 et à réunir les deux services existants en une Délégation à la Coopération internationale, véritable unité de travail dotée d'une équipe et de moyens.

Les partenariats d'actions, dans des secteurs qui se diversifient (santé, éducation scolaire, petite enfance, ...) s'inscrivent dans une coopération principalement binationale avec la France.

En 1963, les deux Etats : français et allemand créent l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) et les Ceméa français deviennent rapidement un partenaire privilégié de l'Office. Ils contribuent à la pédagogie de l'OFAJ et développent alors des échanges, des stages de formation franco-allemands et siègent au Conseil d'administration de l'OFAJ. Aujourd'hui, cette pédagogie de la rencontre, d'éducation à la paix et à la sensibilisation aux langues est au cœur de la pédagogie des Ceméa.

L'association des Ceméa français, par sa délégation à la Coopération internationale et son expérience, pèse d'un poids considérable dans le Fédération.

Jusqu'au début des années 1970 l'action internationale des Ceméa français et celle de la FICEMEA sont étroitement mêlées, souvent confondues. Les fonctions de direction sont assurées par la même personne.

La FICEMEA se développe

En 1971, les responsables de la FICEMEA et des Ceméa français et belges décident de donner une nouvelle dimension à la Fédération en la dotant de statuts de droit belge et en la déclarant au JO de Belgique avec le siège à Bruxelles. Le Président en est alors Marcel Hicter (Belgique) et la FICEMEA rassemble 14 associations nationales (Algérie, Allemagne, Autriche, Brlgique, Cote d'Ivoire, Dahomey, France, Haute Volta, Italie, Liban, Madagascar, Sénégal, Suisse, Togo)

En 1972, la FICEMEA est admise par l'UNESCO comme ONG de catégorie B (information et consultation). C'est l'année de l'organisation du Colloque « L'extra-scolaire et la mutation de l'école » à Beyrouth et de l'Assemblée générale. A cette occasion, il est décidé de différencier les rôles des Ceméa français et de la FICEMEA par la mise en place d'une structure « Fédération » autonome par rapport au service de la Coopération internationale des Ceméa français, avec le détachement de deux postes : le poste de secrétaire général de la FICEMEA et un poste de secrétaire pour son fonctionnement. En 1973, le Conseil de l'Europe assure le « statut consultatif » d'OING à la FICEMEA.

La chute du mur de Berlin et la diversification des partenariats. Création de nouvelle structures européennes

A partir de 1989 et de la chute du mur de Berlin c'est le début d'une période de développement important des activités internationales tant du côté de la FICEMEA que des Ceméa français : création de l'association hongroise Autonomia et de l'association roumaine Animus, qui adhèrent à la FICEMEA. C'est aussi le moment de la création, à l'initiative de plusieurs associations européennes, du CEFEJ (Centre Européen pour la Formation et les Echanges de Jeunes) qui a pour but de doter la FICEMEA d'une structure opérationnelle d'action et de recherche de fonds au niveau européen à laquelle se substituera en 1991 l'association « EuroJeunesse 2000 » qui réunira 8 associations de 7 pays différents (Belgique, Italie, Portugal, France, Roumanie, Autriche, Allemagne)

La chute du mur de Berlin apporte aux Ceméa France une ouverture sur les pays d'Europe centrale et orientale grâce à la participation à l'association EAICY (Europ&en association for international cooperation for Youth and Children).

C'est aussi dans l'élan de la chute du mur de Berlin et de la révolution de velours qu'est créée l'association EAICY. Deux tchèques, Otto Maget et Bratislava Hoffbauer, durant un workshop à Berlin ont invité les organisations présentes à venir à Prague pour réfléchir à la création d'une association européenne qui réunirait des organisations d'Europe de l'Ouest et d'Europe de l'Est avec comme objectif de faire se rencontrer des jeunes issus des deux cotés de l'ancien mur. Deux mois plus tard, à la suite de la rencontre de Prague huit organisation se sont mises au travail pour rédiger les statuts de l'association, en cinq langues (anglais, français, tchèque, allemand et russe). Les Ceméa français sont dès le début engagés dans ce projet et en novembre 1991 une assemblée constituante réunie à Prague formalise la création d'EAICY (European association to the institution for children and youth : EAICY). Les Ceméa en ont donc été les cofondateurs.

EAICY a été créé autour de 3 idées forces :

- d'abord, la volonté de faire se rencontrer des enfants, des jeunes, des animateurs de jeunesse qui avaient ét longtemps séparés afin qu'ils puissent à nouveau parler, vivre des aventures ensemble, partager des idées, construire des projets en commun pour cette nouvelle Europe qui voyait le jour. Ce pari sur l'enfance et la jeunesse, cet investissement dans ce qui était l'avenir de l'Europe était au centre du projet associatif d'EAICY

- ensuite, la volonté existait de mettre en valeur l'importance du temps libre et, en son sein, des temps de loisirs dans la vie des personnes, et tout particulièrement des enfants et des jeunes,

- enfin les organisations fondatrices voulaient affirmer le caractère éducatif est formateur des activités de loisir et valoriser les pédagogies qui permettaient d'atteindre ces objectifs.

Cette nouvelle structure associative a permis aux Ceméa d'être rapidement en contact avec bon nombre d'organisations d'Europe centrale et orientale qui constituaient la majorité des organisations qui ont adhéré à EAICY. A son 10ème anniversaire, début 2002, l'association comptait une cinquantaine de membres issus de quinze pays.

Pour les Ceméa, les activités se sont principalement développées avec des polonais, des tchèques, des ukrainiens, des lituaniens, pour des rencontres internationales de jeunes, des rencontres culturelles '(en particulier Avignon), des rencontres et des échanges de formateurs, des visites d'études sur les différents systèmes éducatifs formels et informels. Une action particulièrement symbolique a été la rencontre internationale de jeunes organisée en 1997 en Hongrie. Elle a réuni, alors que les combats entre serbes, croates et bosniaques venaient juste de s'arrêter une centaine de jeunes serbes, bosniaques, slovènes, français, allemands et tchèques sur le thème de la paix dirigé par Jean Philippe Durrenberger, militant d'Alsace et acteur important d'EAICY dès sa création et une équipe multinationale d'animateurs qui en avaient été les organisateurs sous l'égide d'EAICY.

Cette organisation perdure mais les Ceméa l'ont quitté en 2021 car elle a entamé un virage dans sa conception de l'éducation, devenue une approche libérale. Ils gardent cependant des partenariats forts en Ukraine, Pologne.

Les programmes européens offrent de nouvelles perspectives et ont permis le développement de l'activité internationale en région.

La Commission Européenne et le Conseil de l'Europe mettent en œuvre, à la fin des années 80, des programmes pour favoriser les échanges et les formations en direction de la jeunesse et de l'action éducative (Jeunes Volontaires Européens, Service Volontaire Européen, Erasmus, Grundtvig,...).

Les Ceméa français, comme la FICEMEA, s'investissent dans ces programmes et développent de nombreuses actions.

A partir de 1992, afin de consolider cette dimension de son action, les Ceméa français transforment le service des relations internationales en une Direction des Relations Européennes et Internationales auprès de la Direction générale.

1994 : première expérimentation d'accueil et d'envoi de volontaires, les Ceméa Alsace y participent. Les activités internationales de l'association française se diversifient : renforcement de la coopération et des actions avec l'Office Franco-allemand pour la Jeunesse, accueil de jeunes volontaires européens, développement d'actions de formation avec des partenaires en Russie, en Afrique du Sud, engagement avec 4 autres associations françaises dans un projet de création d'un Institut de formation dans la Bande de Gaza, ...

La FICEMEA s'engage, de son coté, dans le programme Globus, lancé en France par le Secrétariat d'Etat à l'Action Humanitaire, programme de développement de projets de volontaires civils dans le Sud (en Argentine puis à Madagascar, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Bénin). De nouvelles associations adhérent à la FICEMEA : Yaripa de Colombie, ADEVI du Pérou, le CFEE d'Uruguay ... et la FICEMEA participe alors, au début des années 2000 aux réunions des OING du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO ainsi qu'à différentes commissions et groupes de travail.

La FICEMEA se restructure : Les Ceméa français également.

A partir de 2003, un nouveau mode de fonctionnement de la FICEMEA est mis en place, avec la constitution de commissions régionales (Afrique, Amérique latine, Océan indien, Europe) réunissant les associations de la zone et une instance du CA de 12 membres remplaçant le Bureau comme instance exécutive où sont représentés les 4 commissions régionales. Les activités se sont aussi diversifiées : des séminaires continentaux sont organisés, les actions autour de la petite enfance (création de clos d'enfants, formation de mères éducatrices) au Benin, Niger, Sénégal, Burkina Faso, se poursuivent, un programme de développement des réseaux éducatifs en Afrique de l'Ouest avec le financement du Ministère des Affaires Etrangères est réalisé, un projet « A quoi loues-tu ? » dans le cadre du 5ème programme communautaire de promotion de l'égalité Femme/Homme de la Commission européenne sur la déconstruction des stéréotypes sexués et la formation des personnels d'accueil de la petite enfance est réalisé en 2005-2006 (France, Belgique, Italie), pour ne prendre que quelques exemples...

Jusqu'au début des années 2000, les actions internationales des Ceméa français étaient principalement initiées, organisées et pilotées par le niveau national, soutenu par des militants et des responsables de certaines régions. A partir de 2000 et depuis, nous avons assisté à une dynamique de décentralisation et d'engagement direct de plus en plus important des associations territoriales des Ceméa dans l'initiative et le pilotage des actions internationales.

En 2000, la décentralisation des activités internationales des Ceméa France se poursuit.Le programme européen Jeunesse pour l'Europe PEJA y contribue car il permet aux associations territoriales d'avoir leur propre activité .La direction Europe Internationale devient un pôle. Une coordination nationale est installéee et le réseau Ceméa va développer son activité et mutualiser son expérience à partir de projets communs.

Les Ceméa sont habilités par les agences nationales des programmes européens pour la formation à l'accueil et l'envoi de volontaires européens (agence PEJA) et par la formation à l'accueil et l'envoi des élèves en mobilité individuelle (agence Comenius). La mise en œuvre en inter-région permettra la construction d'une pédagogie commune et le partage d'expérience.

La clarification des relations Ceméa France, FICEMEA :

2012 : refondation de la FICEMEA. Les associations belge, française et italienne se réunissent pour relancer la FICEMEA, qui garde une reconnaissance institutionnelle mais n'a plus d'activité concrète. Le pilotage de cette refondation est partagé entre les trois associations.

En 2012 : entrée des Ceméa au CA de Solidar, association européenne à 'initiative de la société civile. Elle défend le droit à l'éducation de qualité pour tous et toutes et la justice sociale. Les Ceméa France inscrivent leur projet politique dans une dimension européenne, Cela se fait en cohérence avec la FICEMEA, membre de la plateforme européenne pour l'éducation tout au long de la vie LLLLplatform.

En 2014, les Ceméa font le choix de s'inscrire dans le programme Léonardo et développent une réflexion sur l'apport des stages européens dans la formation professionnelle. C'est ce que nous appellerons par la suite, la mobilité apprenante. D'abord coordonnée par le pôle Europe Internationale, l'envoi et l'accueil de volontaires s'inscrit dans l'activité de plusieurs régions. Les financements des programmes de mobilité européenne dans les différents secteurs (formation professionnelle, volontariat, échanges de jeunes) permettent un développement important de l'activité européenne des Ceméa France.

2019 : après le développement important et la décentralisation de l'activité internationale, une nouvelle réflexion est engagée sur la complémentarité Association nationale et AT ainsi que sur l'organisation de l'activité internationale en inter-région ou pôles de compétences.

La plupart des associations territoriales réalisent au minimum une activité internationale chaque année. Certaines ont même développé un secteur entier sur cette problématique de la solidarité internationale comme c'est les cas en Pays de Loire, en Occitanie, en Rhône-Alpes, en Martinique … par exemple. En prenant appui sur les programmes européens comme les SVE ou ERASMUS (envoi de stagiaires à l'étranger). Le niveau national s'est transformé, de Direction en Pôle international, dans une volonté de mettre davantage l'accent sur la transversalité et dans des fonctions d'accompagnement de la logique régionale.

Aujourd'hui, les logiques de transversalité, complémentarité sont toujours en réflexion dans l'organisation de l'activité internationale aux Ceméa. Le projet politique international lui est construit dans une commission et la FICEMEA reste l'espace politique privilégié.

Décembre 2024,

Isabelle Palanchon
Jean-Marie Michel